

12 avril 2021

Azerbaïdjan : le parti politique Müsavat

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Table des matières	2
1. Les partis politiques en Azerbaïdjan	3
2. Historique du parti Mūsavat	4
2.1. Fondation et refondation du parti.....	4
2.2. L'idéologie du parti	4
2.3. Alliances électorales récentes et désaccords au sein de l'opposition.....	5
2.4. Positionnements récents concernant le conflit au Haut-Karabakh.....	6
3. L'organisation du parti Mūsavat	7
3.1. La présidence d'Arif HAJILI et les instances dirigeantes du parti	7
3.2. L'organisation de jeunesse du parti Mūsavat	8
3.3. L'organisation en Europe du parti Mūsavat.....	8
3.3.1. Le Centre européen de coordination du parti.....	8
3.3.2. En Allemagne : affaire pénale pour trafic de fausses cartes du parti.....	9
4. L'attitude des autorités azerbaïdjanaises contre le parti Mūsavat.....	10
4.1. La figure de Tofiq YAGOUBLOU, vice-président du Mūsavat	10
4.2. Situation d'autres militants du Mūsavat avec les autorités.....	11
Bibliographie	14

Résumé : Cette note traite du parti d'opposition azerbaïdjanais Mūsavat (Egalité), fondé en 1911 et refondé en 1992. Elle retrace l'historique de ce parti et expose son idéologie, ses alliances et ses désaccords au sein de l'opposition aux présidents ALIYEV, père et fils, depuis 1993 à nos jours, ainsi que ses prises de position récentes sur le conflit du Haut-Karabakh. La note aborde également l'organisation interne de ce parti présidé depuis 2014 par Arif HAJILI et l'affaire pénale ouverte en Allemagne contre les dirigeants de la diaspora de ce parti, accusés de trafic, contre argent, de fausses cartes de membres et de fausses attestations en militantisme du parti, pour favoriser les demandes d'asile. La note traite enfin de l'attitude des autorités azerbaïdjanaises contre les membres du parti Mūsavat, en mettant en évidence le cas emblématique du vice-président du parti Tofiq YAGOUBLOU et en établissant une liste non exhaustive de cas récents de militants de ce parti poursuivis par les autorités à cause de leur engagement politique.

Abstract : This note deals with the Azerbaijani opposition party Mūsavat (Equality), which was founded in 1911 and refounded in 1992. It traces the history of this party and outlines its ideology, its alliances and disagreements within the opposition to Presidents ALIYEV, father and son, from 1993 to the present day, as well as its recent stance on the Nagorno-Karabagh conflict. The note also discusses the internal organisation of this party chaired since 2014 by Arif HAJILI and the criminal case opened in Germany against the leaders of the diaspora of this party, accused of trafficking, for money, false membership cards and false certificates in party militancy, to promote asylum applications. Finally, the note deals with the attitude of the Azerbaijani authorities against members of the Mūsavat party, highlighting the emblematic case of the party's vice-president Tofiq YAGUBLU and establishing a non-exhaustive list of recent cases of party activists prosecuted by the authorities because of their political commitment.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Les partis politiques en Azerbaïdjan

L'ensemble des sources internationales, nationales et d'organisations non gouvernementales s'accordent à dire que l'opposition politique en Azerbaïdjan, sans être totalement interdite, est soumise à des mesures systématiques de restriction et de répression¹. L'organisation non gouvernementale (ONG) Freedom House, dans son rapport de mars 2020 portant sur l'année 2019, classe l'Azerbaïdjan comme pays « non libre » avec un score de 2/40 pour les libertés politiques et 8/60 pour les libertés civiles, le plus mauvais des pays européens².

Le Conseil de l'Europe, dans une résolution d'octobre 2017, reconnaît des progrès limités dans le fonctionnement de la justice et l'amnistie de personnes présentées comme « prisonniers politiques » ou « prisonniers d'opinion » en 2016 et 2017³. Toutefois, l'organisation intergouvernementale déplore le climat persistant de répression « systémique » à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme et des personnes critiquant publiquement le gouvernement, y compris par des poursuites judiciaires politiquement motivées, et la restriction des libertés d'expression et de manifestation, notamment au détriment de l'opposition extra-parlementaire⁴.

L'ONG Freedom House note que sous la présidence de Heydar ALIYEV (de 1993 à 2003) puis de son fils Ilham ALIYEV (depuis 2003), aucune élection présidentielle ou législative n'a été considérée comme libre et compétitive par les observateurs internationaux⁵ : « Sous le régime autoritaire de l'Azerbaïdjan, le pouvoir reste massivement concentré entre les mains d'Ilham Aliyev, président depuis 2003, et de sa famille étendue. La corruption est endémique et l'opposition légale a été affaiblie par des années de persécution. »⁶.

Selon les sources consultées par le Département d'Etat américain, bien qu'il y ait eu, début 2020, 55 partis politiques légalement enregistrés⁷, la scène politique est largement dominée par la famille ALIYEV et le Parti du nouvel Azerbaïdjan (*Yeni Azərbaycan Partiyası*, YAP)⁸, l'appartenance à ce parti conférant des avantages, notamment pour une carrière dans les services publics⁹. Les partis d'opposition n'ont plus eu aucun député entre 2010 et 2020¹⁰, jusqu'à l'élection, lors du scrutin de février 2020, d'un député du Parti républicain alternatif (ReAl), Erkin GARDILI, soupçonné par ailleurs de jouer en partie le jeu du pouvoir¹¹. Leurs membres sont exposés au harcèlement et à des poursuites pour avoir critiqué le gouvernement sur les réseaux sociaux¹². En outre : « Les partis d'opposition rencontrent toujours des difficultés pour louer des locaux, les propriétaires passant pour redouter les représailles officielles. Les membres des partis d'opposition au niveau des régions doivent souvent dissimuler le but de leurs réunions et les tenir dans des maisons de thé ou autres lieux écartés. Les partis d'opposition sont confrontés à des obstacles financiers et informels. Par exemple, les autorités limitent leur accès aux ressources financières en punissant les personnes qui les soutiennent financièrement, renvoyant de leur poste les membres de l'opposition et exerçant des pressions économiques sur leur famille. »¹³.

¹ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.7, 02/07/2020, [url](#) ; DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.4, [url](#)

² DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.4, [url](#) ; Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

³ Conseil de l'Europe, 11/10/2017, [url](#) ; DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.3, [url](#)

⁴ Conseil de l'Europe, 11/10/2017, [url](#) ; DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.3, [url](#)

⁵ DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.3, [url](#) ; Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

⁶ DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.3, [url](#) ; Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

⁷ US Department of State, p. 29, 11/03/2020, [url](#)

⁸ Caucasus Edition, Journal of Conflict Transformation, 01/12/2017, [url](#) ; DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.3, [url](#)

⁹ US Department of State, p.29, 11/03/2020, [url](#) ; DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.4, [url](#)

¹⁰ US Department of State, p.29, 11/03/2020, [url](#) ; DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.4, [url](#)

¹¹ Jam-News, 01/05/2020, [url](#)

¹² US Department of State, p.29, 11/03/2020, [url](#) ; DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.4, [url](#)

¹³ US Department of State, p.29-30, 11/03/2020, [url](#) ; DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.4, [url](#)

2. Historique du parti Müsavat

2.1. Fondation et refondation du parti

Fondé en 1911¹⁴ dans l'empire russe par Mamed Emin RASLUZADE¹⁵ et ayant joué un rôle clé dans la proclamation de la République démocratique d'Azerbaïdjan en 1918¹⁶, le Parti Müsavat (« Egalité »), dont l'idéologie s'inspirait à l'origine du nationalisme¹⁷, du panturquisme et de l'islamisme modéré¹⁸, se présente aujourd'hui comme le plus ancien parti politique du pays¹⁹ et l'un des plus importants partis d'opposition²⁰ au clan des présidents ALIYEV (père puis fils), au pouvoir depuis 1993 en Azerbaïdjan²¹.

Le parti Müsavat a été interdit durant la période soviétique²², ce qui a contraint ses militants à la clandestinité puis à l'émigration²³. Suite à la refondation en 1989 du journal *Yeni Müsavat* (le « Nouveau Müsavat ») se présentant comme l'organe de presse secret du Parti national démocratique du Nouveau Müsavat d'Azerbaïdjan, mais ayant cessé ses activités clandestines en décembre 1991²⁴, le parti Müsavat a été officiellement reconstitué en juin 1992²⁵. Il était alors dirigé, de sa recréation jusqu'en 2013, par Issa GAMBAR²⁶, président par intérim du Parlement en 1992-1993 et membre du Front populaire d'Azerbaïdjan²⁷, la formation au pouvoir sur cette même période 1992-1993²⁸. Au début des années 2000, Issa GAMBAR était secondé par le secrétaire général du parti Vergoun AYOUB (ou VOURGUN EYYOUB)²⁹.

2.2. L'idéologie du parti

Aujourd'hui, le parti Müsavat se dit inspiré par l'idéologie libérale et se positionne en opposition au parti du président Ilham ALIYEV, le Parti du nouvel Azerbaïdjan³⁰ (*Yeni Azərbaycan Partiyası*, YAP)³¹.

Le parti Müsavat contemporain entend créer une société libre fondée sur les principes libéraux du marché libre, de l'égalité des droits et de la transparence³². Le parti défend les principes d'élections libres et honnêtes, la responsabilité du gouvernement central et des administrations locales, les droits constitutionnels et libertés fondamentales (liberté d'expression et de réunion, égalité des genres)³³.

Sur le terrain international, le parti Müsavat défend le projet d'intégration européenne et transatlantique et prend part aux travaux liés au projet de Partenariat oriental de l'Union européenne. Il est membre de l'Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe (ALDE)³⁴.

Sur la question du Haut-Karabakh, le parti Müsavat défend l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Azerbaïdjan³⁵ et se défend des accusations proférées par le pouvoir actuel du président ALIYEV d'avoir contribué, avec le gouvernement du Front Populaire d'Azerbaïdjan en 1992-1993, à affaiblir le pays, entraînant alors les pertes des villes de Choucha et Latchine aux forces arméniennes³⁶. Le parti Müsavat défend la démocratisation de l'Azerbaïdjan comme de l'Arménie comme moyen de résoudre

¹⁴ Turan, 15/09/2019, [url](#) ; Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

¹⁵ Turan, 15/09/2019, [url](#)

¹⁶ Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

¹⁷ Turan, 15/09/2019, [url](#)

¹⁸ Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 04/06/2002, [url](#)

¹⁹ Compte Facebook du parti Müsavat, « Müsavat Partiyası », s. d., [url](#) ; Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

²⁰ Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

²¹ Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 04/06/2002, [url](#)

²² Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

²³ Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 04/06/2002, [url](#) ; Turan, 15/09/2019, [url](#)

²⁴ Musavat (Journal du parti Müsavat), « About us », s.d., [url](#)

²⁵ Turan, 15/09/2019, [url](#) ; Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

²⁶ Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 04/06/2002, [url](#) ; Turan, 15/09/2019, [url](#)

²⁷ Novator, 26/11/2020, [url](#) ; Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 04/06/2002, [url](#) ; Turan, 15/09/2019, [url](#)

²⁸ Novator, 26/11/2020, [url](#)

²⁹ Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 04/06/2002, [url](#)

³⁰ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.7, 02/07/2020, [url](#)

³¹ Caucasus Edition, Journal of Conflict Transformation, 01/12/2017, [url](#)

³² Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

³³ Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

³⁴ Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

³⁵ Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

³⁶ Novator, 26/11/2020, [url](#)

le conflit³⁷. Ainsi, l'ancien président du Müsavat Issa GAMBAR avait participé en 2010 à des rencontres à Potsdam avec des membres des oppositions libérales d'Arménie et de Géorgie³⁸.

2.3. Alliances électorales récentes et désaccords au sein de l'opposition

Sitôt après sa reconstitution en 1992, le parti Müsavat d'Issa GAMBAR a vu son audience électorale et parlementaire chuter lors des élections législatives de novembre 1995-février 1996 à l'issue desquelles il n'a remporté qu'un seul siège³⁹. Le Müsavat a boycotté l'élection présidentielle d'octobre 1998 mais a participé aux élections locales de décembre 1999 où il a acquis 618 mandats locaux sur 10 000 sièges en lice⁴⁰. Aux élections législatives de novembre 2000, le parti a remporté deux sièges au scrutin uninominal de circonscription, n'ayant été crédité que de 4,9% des suffrages exprimés pour la part des sièges attribuée à la représentation proportionnelle⁴¹.

En 2005, lors des élections parlementaires, la coalition Azadliq (« Liberté ») réunissant le parti Müsavat, le Parti du Front Populaire d'Azerbaïdjan (PFPA) et le Parti démocratique de l'Azerbaïdjan a été formée mais n'a remporté que peu de sièges⁴². Le parti Müsavat a obtenu 4 députés nationaux mais son allié, le Parti du Front populaire d'Azerbaïdjan, a refusé de faire siéger ses propres élus, en signe de dénonciation des résultats officiels⁴³. En 2008, le parti Müsavat, ainsi que le Parti du Front Populaire d'Azerbaïdjan et le Parti libéral ont boycotté l'élection présidentielle⁴⁴. Les partis Müsavat et Front populaire d'Azerbaïdjan ont renouvelé leur alliance pour les élections législatives de 2010 et ont constitué le bloc PFPA-Müsavat⁴⁵. Toutefois, deux autres blocs d'opposition, « Karabakh » et « Pour l'homme », comprenant d'anciens alliés du parti Müsavat ou du PFPA, se sont formés, fragmentant alors davantage l'opposition⁴⁶.

Une nouvelle alliance, baptisée « Conseil national⁴⁷ des forces démocratiques » (CNFD) et regroupant une vingtaine de partis, parmi lesquels le Parti Müsavat et le PFPA, s'est formée à l'occasion de l'élection présidentielle du 9 octobre 2013 : la coalition d'opposition a présenté un candidat unique, Jamil HASANLI, mais sans plus de succès⁴⁸.

En 2015, le Conseil national des Forces démocratiques a boycotté les élections législatives⁴⁹. Compte tenu des tensions avec les autorités azerbaïdjanaises autour de la tenue de ce scrutin, l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) a décidé de ne pas envoyer d'observateurs internationaux pour suivre ces élections⁵⁰.

A l'occasion de l'élection présidentielle de 2018, le président ALIYEV a décidé d'avancer la date du scrutin, initialement prévu le 17 octobre 2018, au 11 avril 2018⁵¹. Le parti Müsavat, ainsi que les deux autres formations d'opposition, le PFPA et Parti républicain alternatif (ReAI), ont décidé de boycotter une nouvelle fois cette élection⁵².

Le 5 décembre 2019, le président Ilham ALIYEV a dissous le Parlement et provoqué la convocation d'élections législatives anticipées pour février 2020⁵³. A l'approche de ces élections, les différents partis d'opposition n'ont pas adopté la même position stratégique⁵⁴. Ainsi, en dépit des appels au boycott de son allié le Parti du Front populaire d'Azerbaïdjan et du Conseil national des Forces démocratiques⁵⁵,

³⁷ Caucasus Edition, Journal of Conflict Transformation, 01/12/2017, [url](#)

³⁸ Caucasus Edition, Journal of Conflict Transformation, 01/12/2017, [url](#)

³⁹ Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 04/06/2002, [url](#)

⁴⁰ Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 04/06/2002, [url](#)

⁴¹ Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 04/06/2002, [url](#)

⁴² OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, p. 32, 02/02/2006, [url](#)

⁴³ OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, p.4, 27/01/2011, [url](#)

⁴⁴ OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, p.7, 15/12/2008, [url](#)

⁴⁵ OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, p.5, 27/01/2011, [url](#)

⁴⁶ OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, p.5, 27/01/2011, [url](#)

⁴⁷ En azéri : *Milli Şura*

⁴⁸ Caucasus Edition, Journal of Conflict Transformation, 01/12/2017, [url](#) ; OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, p.12, 24/12/2013, [url](#)

⁴⁹ DIDR, OFPRA, 10/04/2020, p.4, [url](#) ; Freedom House, 04/03/2020, [url](#) ; Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.8, 02/07/2020, [url](#)

⁵⁰ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.9, 02/07/2020, [url](#)

⁵¹ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.10, 02/07/2020, [url](#)

⁵² Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.10, 02/07/2020, [url](#)

⁵³ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.12, 02/07/2020, [url](#)

⁵⁴ OC Media, 13/12/2019, [url](#) ; Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.13, 02/07/2020, [url](#)

⁵⁵ OC Media, 13/12/2019, [url](#) ; Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.13, 02/07/2020, [url](#)

le président du Müsavat Arif HAJILI a déclaré en décembre 2019 qu'il était plus efficace pour résister au gouvernement azerbaïdjanais de participer aux élections plutôt que de les boycotter⁵⁶. Il a dû toutefois reconnaître mi-janvier 2020 que plusieurs de ses candidats n'avaient pas pu être enregistrés⁵⁷. Le Müsavat a finalement présenté 60 candidats⁵⁸ sur les 125 circonscriptions pourvues au scrutin majoritaire uninominal. Une autre formation d'opposition, le parti ReAl, présentait 31 candidats⁵⁹.

Le Müsavat n'a obtenu aucun siège au Parlement national en février 2020⁶⁰, tandis que le parti ReAl a réussi à faire élire un de ses candidats qui s'est retrouvé le seul député de l'opposition au Parlement⁶¹. Tant les observateurs internationaux que le parti Müsavat ont qualifié les procédures électorales de « non démocratiques » et signalé des fraudes dans le déroulement du scrutin⁶². Ainsi, le 9 février 2020, Arif HAJILI a dénoncé des élections « totalement falsifiées », notamment des bourrages d'urnes à grande échelle et des pratiques de votes multiples⁶³. Un autre cadre dirigeant du parti Müsavat, Goulaga ASLANLI, a dénoncé les fraudes ainsi que les pressions contre les observateurs électoraux mis à l'écart du décompte des bulletins⁶⁴.

Des dissensions entre le parti Müsavat et le parti ReAl ont éclaté au grand jour en septembre 2020, après l'enregistrement officiel de ce dernier par les autorités⁶⁵. Le 6 septembre 2020, le président du Müsavat Arif HAJILI a en effet laissé entendre que le parti ReAl avait négocié son siège au Parlement avec les autorités⁶⁶. Il a accusé cette formation politique de ne pas être un parti d'opposition mais au contraire une ressource utilisée par le gouvernement contre l'opposition⁶⁷ et même travaillant pour le gouvernement⁶⁸. En retour, un membre du parti ReAl, Natig JAFARLI, a accusé Arif HAJILI de fuir le débat entre les deux formations politiques d'opposition⁶⁹.

Le 11 septembre 2020, contrastant avec ses propos au sujet du parti ReAl quelques jours auparavant, Arif HAJILI a rencontré publiquement, au siège du parti Müsavat, Ali KERIMLI, le président du Parti du Front populaire d'Azerbaïdjan⁷⁰. La discussion a porté sur les efforts conjoints de l'opposition à mener en vue de la libération de Tofiq YAGOUBLOU (Cf. 4.1.) et des autres prisonniers politiques⁷¹.

2.4. Positionnements récents concernant le conflit au Haut-Karabakh

En juillet 2019, à l'occasion d'une manifestation publique contre les accords de coopération militaire entre l'Iran et l'Arménie, le parti Müsavat a qualifié l'Arménie de pays occupant devant faire l'objet de sanctions internationales et dénoncé l'attitude de l'Iran ne prenant en compte ni le principe de solidarité entre pays voisins musulmans, ni la forte proportion de population turcophone en Iran soutenant les positions de l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabakh⁷².

Le 2 octobre 2020, le président du parti Müsavat a rencontré Adalat VALIYEV, le chef du Département des relations avec les partis politiques et le pouvoir législatif au sein de l'Administration présidentielle, à l'initiative du second, afin d'échanger sur la situation de reprise du conflit dans le Haut-Karabakh entre les troupes arméniennes et azerbaïdjanaises, le 27 septembre 2020⁷³. A l'issue de la réunion, le président du parti d'opposition Müsavat a déclaré que sur la question du Haut-Karabakh, son parti n'était pas en désaccord avec les mesures prises par le pouvoir présidentiel pour assurer l'intégrité territoriale du pays⁷⁴. Il a aussi condamné l'attaque des forces armées arméniennes dans la région de Tovuz en

⁵⁶ OC Media, 13/12/2019, [url](#)

⁵⁷ OC Media, 15/01/2020, [url](#)

⁵⁸ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.13, 02/07/2020, [url](#) ; Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

⁵⁹ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.13, 02/07/2020, [url](#)

⁶⁰ Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

⁶¹ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.13, 02/07/2020, [url](#)

⁶² Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE), 24/06/2020, [url](#)

⁶³ Agence France Presse (AFP), 09/02/2020, [url](#)

⁶⁴ Agence France Presse (AFP), 09/02/2020, [url](#)

⁶⁵ Sozcu.Az, 06/09/2020, [url](#) ; Musavat (Journal du parti Müsavat), 06/09/2020, [url](#)

⁶⁶ Musavat (Journal du parti Müsavat), 06/09/2020, [url](#)

⁶⁷ Sozcu.Az, 06/09/2020, [url](#)

⁶⁸ Musavat (Journal du parti Müsavat), 06/09/2020, [url](#)

⁶⁹ Musavat (Journal du parti Müsavat), 06/09/2020, [url](#)

⁷⁰ Musavat (Journal du parti Müsavat), 11/09/2020, [url](#)

⁷¹ Musavat (Journal du parti Müsavat), 11/09/2020, [url](#)

⁷² OC Media, 16/07/2019, [url](#)

⁷³ Musavat (Journal du parti Müsavat), 02/10/2020, [url](#) ; Azadlıq Radiosu, 02/10/2020, [url](#)

⁷⁴ Azadlıq Radiosu, 02/10/2020, [url](#)

juillet 2020, qualifiée de provocation militaire, et « l'agression militaire » débutée le 27 septembre 2020⁷⁵. Le dirigeant du parti Mūsavat s'est dit prêt à la solidarité politique avec le gouvernement sur les questions nationales et de protection de l'Etat, durant ce que le journal du parti qualifiait de « guerre patriotique »⁷⁶.

3. L'organisation du parti Mūsavat

Le parti Mūsavat est resté, avec le Parti du Front populaire d'Azerbaïdjan, l'un des deux seuls partis politiques d'opposition du pays officiellement enregistrés, pendant une décennie⁷⁷, avant que le Parti républicain alternatif (ReAI) ne soit officiellement enregistré lui aussi en septembre 2020⁷⁸.

En 1998, le parti Mūsavat revendiquait 15 000 membres⁷⁹. En février 2017, le journal azerbaïdjanais *Ses Qazeti* soulignait les contradictions dans les chiffres d'adhérents revendiqués par le parti Mūsavat : un vice-président avançait le nombre de 35 000 adhérents répartis dans 70 organisations régionales, tandis que le service de presse de ce même parti déclarait 25 000 adhérents et 50 organisations régionales et qu'un autre vice-président du parti affirmait qu'il y avait 100 000 membres⁸⁰. Le parti Mūsavat dispose d'un compte sur le réseau social Facebook « Mūsavat Partiyası » qui affiche, en mars 2021, 8 378 abonnés⁸¹. Il affirme sur sa page de ce réseau social sa filiation historique avec le parti Mūsavat fondé en 1911⁸².

3.1. La présidence d'Arif HAJILI et les instances dirigeantes du parti

Le président actuel du parti est Arif HAJILI (en azéri Hacıllı)⁸³. Il est né le 22 janvier 1962 en Azerbaïdjan⁸⁴. Il a fait ses études à la faculté de journalisme de l'Université d'Etat de Bakou et est devenu une figure politique du pays avec le mouvement d'indépendance de l'Azerbaïdjan, au moment de la chute de l'Union soviétique. Il a été membre du Parlement d'Azerbaïdjan durant la législature 1990-1995⁸⁵. En 1991-1992, il est devenu président de l'organe directeur du Front populaire d'Azerbaïdjan puis a rejoint le parti Mūsavat reconstitué⁸⁶. Durant la présidence d'Aboufraz ELTCHIBEY (1992-1993), il a travaillé comme conseiller gouvernemental pour l'administration et le contrôle territorial de l'Azerbaïdjan⁸⁷. Au sein du parti Mūsavat, il a occupé les postes de secrétaire à partir de 1992⁸⁸, de dirigeant du Bureau exécutif (le Divan) à partir de 2006 et de vice-président⁸⁹ après 2001⁹⁰. Arif HAJILI a été emprisonné en 2003-2005 et en 2011-2012⁹¹.

Arif HAJILI a été élu la première fois comme président du Mūsavat suite à un vote interne lors du 8^e Congrès⁹² du parti, le 28 septembre 2014, lors duquel il a remporté 228 voix sur 449⁹³. Lors de ce vote interne, il a battu ses concurrents Goubad IBADOUGLOU (200 voix) et Toural ABBASLI (19 voix)⁹⁴. Arif HAJILI a remplacé à la présidence Issa GAMBAR qui, statutairement, ne pouvait continuer à occuper la fonction dirigeante de ce parti⁹⁵ et qui l'avait installé comme successeur⁹⁶.

⁷⁵ Musavat (Journal du parti Mūsavat), 02/10/2020, [url](#)

⁷⁶ Musavat (Journal du parti Mūsavat), 02/10/2020, [url](#)

⁷⁷ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.43, 02/07/2020, [url](#)

⁷⁸ Musavat (Journal du parti Mūsavat), 06/09/2020, [url](#)

⁷⁹ Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 04/06/2002, [url](#)

⁸⁰ Ses Qazeti, 16/02/2017, [url](#)

⁸¹ Compte Facebook du parti Mūsavat, « Mūsavat Partiyası », s. d, [url](#)

⁸² Compte Facebook du parti Mūsavat, « Mūsavat Partiyası », s. d, [url](#)

⁸³ Novator, 26/11/2020, [url](#) ; People Pill (Annuaire), 10/05/2020, [url](#) ; Alliance of Liberals and Democrats for Europe(ALDE), 24/06/2020, [url](#) ; Allemagne, Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (BAMF), 04/2020, p. 9, [url](#)

⁸⁴ People Pill (Annuaire), 10/05/2020, [url](#)

⁸⁵ Novator, 26/11/2020, [url](#)

⁸⁶ People Pill (Annuaire), 10/05/2020, [url](#)

⁸⁷ Novator, 26/11/2020, [url](#) ; People Pill (Annuaire), 10/05/2020, [url](#)

⁸⁸ Novator, 26/11/2020, [url](#)

⁸⁹ People Pill (Annuaire), 10/05/2020, [url](#)

⁹⁰ Novator, 26/11/2020, [url](#)

⁹¹ Novator, 26/11/2020, [url](#)

⁹² People Pill (Annuaire), 10/05/2020, [url](#)

⁹³ Musavat (Journal du parti Mūsavat), 28/09/2014, [url](#)

⁹⁴ Musavat (Journal du parti Mūsavat), 28/09/2014, [url](#)

⁹⁵ Turan, 15/09/2019, [url](#)

⁹⁶ OC Media, 17/12/2019, [url](#)

Un nouveau congrès du parti Müsavat s'est tenu le 12 octobre 2019⁹⁷. En prévision de ce congrès, fin septembre 2019, Arif HAJILI avait reconduit sa candidature à la présidence, qui était briguée également par Yadiqlar SADIGLI et Tofiq YAGOUBLOU (Cf 4.1)⁹⁸.

Hormis la fonction de président du parti Müsavat occupée par Arif HAJILI, les sources publiques consultées font apparaître d'autres figures occupant, au cours de la période récente, des fonctions dirigeantes au sein de ce parti :

-le chef du bureau exécutif central (chef de l'appareil) Goulaga ASLANLI⁹⁹

-le vice-président Yadiqlar SADIGOV (ou SADIGLI)¹⁰⁰

-le vice-président Tofiq YAGOUBLOU¹⁰¹

-le vice-président Razim AMIRASLANI¹⁰²

-le vice-président Faraj KARIMLI¹⁰³

-le chef du service de presse du parti Mustafa GADJIBEILI¹⁰⁴.

3.2. L'organisation de jeunesse du parti Müsavat

Le Parti Müsavat dispose d'une organisation de jeunesse¹⁰⁵ qui a son propre compte sur le réseau social Facebook, sous l'intitulé « Müsavat Güncülür Tęşkilatı » et comptant, en mars 2021, 6 205 abonnés¹⁰⁶. En juillet 2019, Elman GOULIYEV était président de l'organisation¹⁰⁷. En août 2020, Aziz MAMIEV en était le vice-président¹⁰⁸.

Mi-juillet 2019, l'organisation de jeunesse du parti Müsavat a réuni, lors d'une manifestation non autorisée par les autorités, une quarantaine de personnes devant l'ambassade d'Iran à Bakou pour protester contre un accord de coopération dans le domaine de l'armement passé entre l'Iran et l'Arménie¹⁰⁹. Les manifestants ont dénoncé le caractère timoré de la réaction du gouvernement azerbaïdjanais dans la défense des intérêts du pays¹¹⁰.

3.3. L'organisation en Europe du parti Müsavat

3.3.1. Le Centre européen de coordination du parti

En octobre 2016, s'est tenue à Francfort, en Allemagne, la conférence de fondation du Centre européen de coordination du parti Müsavat¹¹¹. L'événement a été suivi par le président du parti Arif HAJILI, le chef du bureau exécutif central Goulaga ASLANLI, le vice-président du parti Yadiqlar SADIGOV et le délégué Nazim AZADOULO¹¹². La conférence de Francfort a désigné Ilham HASAN président du Centre européen de coordination du parti¹¹³.

Selon les propos d'Ilham HASAN, le Centre européen de coordination a pour vocation d'unir les centres de coordination de la diaspora du parti Müsavat dans les différents pays européens¹¹⁴. A ce titre, la

⁹⁷ OC Media, 09/10/2019, [url](#) ; Apa.Az, 30/09/2019, [url](#) ; Turan, 15/09/2019, [url](#)

⁹⁸ Apa.Az, 30/09/2019, [url](#)

⁹⁹ OC Media, 17/12/2019, [url](#) ; Musavat (Journal du parti Müsavat), 25/10/2016, [url](#)

¹⁰⁰ Musavat (Journal du parti Müsavat), 25/10/2016, [url](#)

¹⁰¹ Amnesty International, 03/09/2020, [url](#) ; Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.39, 02/07/2020, [url](#)

¹⁰² OC Media, 13/11/2019, [url](#)

¹⁰³ Caucasian Knot, 30/06/2020, [url](#)

¹⁰⁴ Caucasian Knot, 06/02/2021, [url](#)

¹⁰⁵ OC Media, 16/07/2019, [url](#)

¹⁰⁶ Compte Facebook de l'organisation de jeunesse du parti Müsavat, « Müsavat Güncülür Tęşkilatı », s. d., [url](#)

¹⁰⁷ OC Media, 16/07/2019, [url](#)

¹⁰⁸ Caucasian Knot, 13/08/2020, [url](#)

¹⁰⁹ OC Media, 16/07/2019, [url](#)

¹¹⁰ OC Media, 16/07/2019, [url](#)

¹¹¹ OC Media, 17/12/2019, [url](#) ; Musavat (Journal du parti Müsavat), 25/10/2016, [url](#)

¹¹² Musavat (Journal du parti Müsavat), 25/10/2016, [url](#)

¹¹³ OC Media, 17/12/2019, [url](#) ; Musavat (Journal du parti Müsavat), 25/10/2016, [url](#)

¹¹⁴ Musavat (Journal du parti Müsavat), 25/10/2016, [url](#)

conférence de Francfort a réuni des membres du Müsavat vivant en Suède, en Suisse, aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne et dans d'autres pays européens¹¹⁵. La structure de coordination européenne du Müsavat s'est donné pour but de promouvoir les idées du Müsavat quant à la construction d'une société démocratique et de l'Etat de droit au sein des diasporas azéries mais aussi de promouvoir la vision azerbaïdjanaise sur le conflit du Haut-Karabakh¹¹⁶.

3.3.2. En Allemagne : affaire pénale pour trafic de fausses cartes du parti

Le 13 novembre 2019¹¹⁷, la police allemande a mené des descentes dans plus de 38 domiciles privés et lieux commerciaux, et mis en évidence un trafic de fausses cartes d'adhésion au parti Müsavat et de fausses lettres de recommandation de ce même parti en vue de faciliter des demandes d'asile en Allemagne¹¹⁸. Selon le schéma allégué par le ministère public allemand, des membres du Centre européen de coordination du parti Müsavat prodiguaient des faux documents déclarant que tel ou tel migrant avait été politiquement persécuté en Azerbaïdjan, contre une somme allant de 3 000 à 10 000 euros¹¹⁹. L'intervention de la police allemande a conduit à l'arrestation de huit ressortissants azerbaïdjanais pour trafic d'êtres humains et blanchiment d'argent¹²⁰, dont Ilham HASAN, le président du Centre européen de coordination du parti Müsavat¹²¹. Parmi les autres personnes arrêtées par la police allemande, ont aussi été mentionnées : Mehdi KHALILBAYLI (ancien vice-président du Centre européen de coordination), son chauffeur Rachad MAMMADOV, un parent du premier dénommé Abdin JAVADOV également membre du Centre européen de coordination et Alovsat ALIYEV un avocat défenseur des migrants¹²². Le lendemain, 61 ressortissants azerbaïdjanais – 22 hommes, 18 femmes et 21 enfants – ont été expulsés d'Allemagne vers l'Azerbaïdjan par un vol charter¹²³. Le 21 novembre 2019, le Centre européen de coordination du parti Müsavat a confirmé que Mehdi KHALILBAYLI avait été arrêté mais a évoqué une affaire d'évasion fiscale¹²⁴. Le journaliste et membre du parti Müsavat Yafaz HASSANOV réfugié en Allemagne depuis 2016 a alors déclaré que le trafic des migrants azerbaïdjanais durait depuis une dizaine d'années mais qu'il avait pris de l'ampleur après la chute de la devise du pays en 2015, incitant à des départs d'Azerbaïdjan pour des raisons économiques vers l'Europe, notamment l'Allemagne¹²⁵. Selon lui, le trafic de migrants impliquait des membres du parti Müsavat non seulement en Europe mais aussi au départ, en Azerbaïdjan ; ces derniers poussaient les candidats au départ à participer à des actions politiques *ad hoc*, afin qu'ils se fassent arrêter par la police et qu'ils obtiennent des documents de police ou de justice attestant de leur arrestation, juste avant de les conduire en Allemagne pour leur demande d'asile¹²⁶.

En Azerbaïdjan, Alya YAGOUBLOU, membre du Bureau exécutif du parti Müsavat, a déclaré fin 2019 que le gouvernement allemand avait commencé à enquêter sur diverses organisations du pays face à un flux accru de migrants venant de cette provenance et a estimé, étant donné que le Parquet général en Azerbaïdjan avait lui aussi ouvert une enquête, que la seule issue pour le parti était la démission de son président Arif HAJILI¹²⁷. D'autres membres du Bureau exécutif du parti Müsavat, tels que Yadigar SADIGLI et Tofiq YAGOUBLOU, ont mis publiquement en avant la responsabilité dans le scandale allemand d'Arif HAJILI – ancien protégé de l'ex-président du parti Issa GAMBAR - en soulignant qu'eux-mêmes s'étaient opposés à la création du Centre européen de coordination de Francfort, parce qu'ils ne connaissaient pas les personnes aux postes de coordination et qu'il n'y avait aucune supervision financière de leurs activités en Europe depuis le siège du parti en Azerbaïdjan¹²⁸. Arif HAJILI a toutefois fois dénoncé une campagne politique orchestrée contre le parti Müsavat¹²⁹.

¹¹⁵ Musavat (Journal du parti Müsavat), 25/10/2016, [url](#)

¹¹⁶ Musavat (Journal du parti Müsavat), 25/10/2016, [url](#)

¹¹⁷ OC Media, 17/12/2019, [url](#) ; Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.25, 02/07/2020, [url](#)

¹¹⁸ OC Media, 17/12/2019, [url](#) ; Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.25, 02/07/2020, [url](#)

¹¹⁹ OC Media, 17/12/2019, [url](#)

¹²⁰ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.25, 02/07/2020, [url](#)

¹²¹ OC Media, 17/12/2019, [url](#)

¹²² OC Media, 17/12/2019, [url](#)

¹²³ OC Media, 17/12/2019, [url](#)

¹²⁴ OC Media, 17/12/2019, [url](#)

¹²⁵ OC Media, 17/12/2019, [url](#)

¹²⁶ OC Media, 17/12/2019, [url](#)

¹²⁷ OC Media, 17/12/2019, [url](#)

¹²⁸ OC Media, 17/12/2019, [url](#)

¹²⁹ OC Media, 17/12/2019, [url](#)

4. L'attitude des autorités azerbaïdjanaises contre le parti Mūsavat

4.1. La figure de Tofiq YAGOUBLOU, vice-président du Mūsavat

Tofiq YAGOUBLOU, un ancien journaliste¹³⁰ de 59 ans en septembre 2020¹³¹, est vice-président¹³² du parti d'opposition Mūsavat et un animateur de la coalition de partis d'opposition baptisée Conseil national des forces démocratiques¹³³. Il soulève souvent des questions liées aux droits humains en Azerbaïdjan¹³⁴. Il a été mis plusieurs fois en prison pour des raisons politiques et y a subi des mauvais traitements afin de le dissuader de mener des activités critiques contre le gouvernement¹³⁵.

Tofiq YAGOUBLOU a été arrêté en 2013¹³⁶. Le 17 mars 2014¹³⁷, il a été condamné par le tribunal de district de Şeki à cinq ans de prison après avoir été accusé d'avoir organisé les émeutes survenues à Ismaili le 23 janvier 2013, accusations qui se sont avérées falsifiées¹³⁸. Le 5 novembre 2015¹³⁹, la Cour européenne des droits de l'Homme a déclaré sa détention illégale et a ordonné à l'Azerbaïdjan de lui payer des compensations¹⁴⁰. Il a été libéré en mars 2016 à l'occasion d'une grâce présidentielle¹⁴¹ au moment du Novruz, le Nouvel an¹⁴².

Le 28 septembre 2019, le Congrès national des forces démocratiques a demandé aux autorités municipales de Bakou l'autorisation d'organiser une manifestation publique dans le centre de la capitale qui leur a été refusée, l'autorisation n'ayant été accordée que pour un rassemblement dans le quartier périphérique de Lokbatan¹⁴³. En protestation, les forces d'opposition ont appelé à un rassemblement de protestation devant le bâtiment de la municipalité de Bakou, début octobre 2019, lors duquel le vice-président du parti Mūsavat a pris la parole en public pour dénoncer l'attitude des autorités comme violant la liberté de réunion proclamée à l'article 49 de la Constitution¹⁴⁴. Ce même mois d'octobre 2019, Tofiq YAGOUBLOU a été arrêté et condamné à un mois de prison suite à une violente intervention de police contre une manifestation pacifique non autorisée qui se tenait au centre de Bakou le 19 octobre 2019¹⁴⁵. Selon sa fille, Nigar HAZI¹⁴⁶, et selon l'intéressé en personne, il a été passé à tabac durant sa détention par trois ou quatre agents de police l'intimant de déclarer publiquement qu'il se repentait pour ses actions et qu'il s'engageait à mettre fin à ses activités politiques¹⁴⁷.

En mars 2020, Tofiq YAGOUBLOU a été arrêté pour « hooliganisme »¹⁴⁸, quelques jours après que le président İlham ALİYEV a annoncé qu'il prendrait des mesures au nom de la lutte contre la Covid-19 visant en réalité les membres de l'opposition politique, qualifiés de « traîtres, ennemis et cinquième colonne essayant de déstabiliser le pays »¹⁴⁹. Le 22 mars 2020, selon les propos de Tofiq YAGOUBLOU lui-même, celui-ci était assis dans sa voiture garée lorsqu'un autre véhicule en mouvement l'a percuté par derrière et deux personnes en sont sorties en essayant de l'attaquer¹⁵⁰. Comprenant qu'il s'agissait d'un coup monté, il est resté dans son véhicule et a appelé la police pour remplir une déclaration. Toutefois, une fois celle-ci complétée, la police a mis Tofiq YAGOUBLOU aux arrêts pour

¹³⁰ Human Rights Watch, 03/09/2020, [url](#) ; Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹³¹ Human Rights Watch, 03/09/2020, [url](#)

¹³² Amnesty International, 03/09/2020, [url](#) ; Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.39, 02/07/2020, [url](#)

¹³³ Human Rights Watch, 03/09/2020, [url](#) ; Caucasian Knot, 02/09/2020, [url](#) ; Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹³⁴ Human Rights Watch, 03/09/2020, [url](#) ; Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹³⁵ Amnesty International, 03/09/2020, [url](#) ; Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹³⁶ Amnesty International, 03/09/2020, [url](#)

¹³⁷ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.39, 02/07/2020, [url](#)

¹³⁸ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.39-40, 02/07/2020, [url](#) ; Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹³⁹ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.40, 02/07/2020, [url](#)

¹⁴⁰ Amnesty International, 03/09/2020, [url](#) ; Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁴¹ Amnesty International, 03/09/2020, [url](#) ; Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁴² Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.40, 02/07/2020, [url](#)

¹⁴³ OC Media, 09/10/2019, [url](#)

¹⁴⁴ OC Media, 09/10/2019, [url](#)

¹⁴⁵ OC Media, 21/10/2019, [url](#) ; Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.62, 02/07/2020, [url](#) ; Human Rights Watch, 03/09/2020, [url](#)

¹⁴⁶ OC Media, 21/10/2019, [url](#)

¹⁴⁷ Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁴⁸ Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁴⁹ Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁵⁰ DIDR, OFPRA, p. 10, 10/04/2020, [url](#) ; Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.40, 02/07/2020, [url](#) ; Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

hooliganisme¹⁵¹. Le 23 mars 2020, Tofiq YAGOUBLOU a comparu devant le tribunal du district Nizami de Bakou¹⁵², sans pouvoir recourir à un avocat de son choix et en refusant l'avocat commis d'office¹⁵³. Il a été placé en détention provisoire pour trois mois¹⁵⁴ pour « hooliganisme commis avec une arme ou un objet utilisé comme arme »¹⁵⁵, dans le centre de détention provisoire n°3 à Chouvelan¹⁵⁶, au prétexte qu'en liberté il aurait pu interférer dans l'enquête en cours et faire pression sur les victimes alléguées¹⁵⁷. Selon l'organisation non gouvernementale (ONG) Human Rights Watch, l'accident de voiture était un coup monté pour servir de prétexte à une affaire controuvée à l'encontre de Tofiq YAGOUBLOU et sa détention provisoire une violation des dispositions contre la détention arbitraire définies par la Convention européenne des droits de l'Homme¹⁵⁸. En mai 2020, la Cour d'appel de Bakou a rejeté les différentes interjections de ses avocats visant à le libérer pour détention sans fondements et risques sanitaires liés au Covid-19, le centre de Chouvelan étant un lieu de contaminations confirmées¹⁵⁹. Le Conseil de l'Europe et les Etats-Unis ont demandé sa libération¹⁶⁰ et l'ONG Amnesty International l'a déclaré prisonnier de conscience¹⁶¹.

Le 2 septembre 2020, ayant comparu pour son jugement devant le tribunal de district de Nizami, Tofiq YAGOUBLOU a plaidé non coupable, considérant que son affaire était fabriquée¹⁶². Il a déclaré entamer une grève de la faim, invoquant la nécessité de faire régner la démocratie et l'Etat de droit dans le pays¹⁶³. Le 3 septembre 2020, Tofiq YAGOUBLOU a été condamné à quatre ans et trois mois de prison¹⁶⁴. L'ONG Amnesty International a qualifié ce verdict de « peine scandaleuse motivée par des considérations politiques »¹⁶⁵. Selon l'ONG Human Rights Watch, les autorités ont refusé de prendre en compte les captures de vidéo-surveillance qui auraient appuyé la version des faits de Tofiq YAGOUBLOU¹⁶⁶. Le 7 septembre 2020, il a fait savoir qu'il poursuivait sa grève de la faim, malgré les menaces pour sa santé mises en évidence par sa fille et par son avocat¹⁶⁷. Le 8 septembre, une dizaine de militants ont organisé un rassemblement public de solidarité avec Tofiq Yagoublou¹⁶⁸. Le 9 septembre, la police de Bakou a dispersé un nouveau rassemblement de soutien à Tofiq YAGOUBLOU en procédant à la détention de plus de 30 personnes¹⁶⁹.

4.2. Situation d'autres militants du Müsavat avec les autorités

Les sources publiques dénoncent régulièrement les répressions exercées par les autorités à l'encontre de responsables et de militants du parti Müsavat. La liste qui suit, qui se focalise sur les événements les plus récents, ne se veut pas exhaustive.

En janvier 2016, des manifestations ont été organisées dans le pays par l'opposition pour exprimer l'insatisfaction de la population confrontée à des fortes hausses des prix du blé et du pain. Le responsable du parti Müsavat ainsi que celui du PFPA pour la ville de Lankaran ont alors été arrêtés et condamnés à 30 jours de rétention administrative¹⁷⁰.

En mai 2018, un tribunal a condamné Alikram KHOURCHIDOV, membre actif du parti Müsavat, à une peine de 5 ans d'emprisonnement, réduite de 6 mois en appel en août 2018, pour « hooliganisme », suite à des propos critiquant la corruption du gouvernement sur les réseaux sociaux¹⁷¹.

¹⁵¹ Caucasian Knot, 02/09/2020, [url](#) ; Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁵² Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁵³ Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁵⁴ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.40, 02/07/2020, [url](#)

¹⁵⁵ Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁵⁶ Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁵⁷ Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁵⁸ Human Rights Watch, 25/03/2020, [url](#)

¹⁵⁹ Human Rights Watch, 20/05/2020, [url](#)

¹⁶⁰ Human Rights Watch, 20/05/2020, [url](#) ; Human Rights Watch, 03/09/2020, [url](#)

¹⁶¹ Human Rights Watch, 20/05/2020, [url](#)

¹⁶² Caucasian Knot, 02/09/2020, [url](#)

¹⁶³ Human Rights Watch, 03/09/2020, [url](#) ; Caucasian Knot, 02/09/2020, [url](#)

¹⁶⁴ Amnesty International, 03/09/2020, [url](#)

¹⁶⁵ Amnesty International, 03/09/2020, [url](#)

¹⁶⁶ Human Rights Watch, 03/09/2020, [url](#)

¹⁶⁷ Caucasian Knot, 07/09/2020, [url](#)

¹⁶⁸ Caucasian Knot, 08/09/2020, [url](#)

¹⁶⁹ Caucasian Knot, 09/09/2020, [url](#)

¹⁷⁰ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.60, 02/07/2020, [url](#)

¹⁷¹ Human Rights Watch, 2019, [url](#)

Le 12 octobre 2018, le militant du parti Mūsavat Azad GASSANOV, émigré politique en Lituanie avec sa famille, a été arrêté en Azerbaïdjan, le lendemain de son retour dans son pays¹⁷². L'opposant a confessé, selon lui sous la torture, avoir participé à un trafic de stupéfiants et a été condamné en août 2019 à une peine de prison d'un an, tenant compte des dix mois déjà effectués en détention, assortie d'une peine de probation expirant en avril 2020¹⁷³. Le 24 juillet 2020, alors qu'il 'apprêtait à prendre un avion pour la Lituanie pour rejoindre sa famille, il a été informé par les gardes-frontières azerbaïdjanais que le ministère de l'Intérieur avait émis à son encontre une interdiction de quitter le territoire¹⁷⁴.

Le 19 janvier 2019, les autorités avaient autorisé l'organisation d'un meeting du Congrès national des forces démocratiques d'opposition, au Stade Mahsoul dans l'arrondissement Yasamal de Bakou, pour demander la libération de prisonniers politiques, dont le blogueur Mehman HUSSEYNOV¹⁷⁵. Une centaine de militants ont été arrêtés en amont de la manifestation. Suite au succès du rassemblement, les participants ayant finalement été plus nombreux que prévu, les autorités ont condamné une trentaine de militants d'opposition à une peine de détention administrative, dont un certain Elvin ADBOULLAIEV, membre du parti Mūsavat, condamné le 23 janvier 2019 par le tribunal d'arrondissement de Khataï à 25 jours de détention¹⁷⁶.

Suite au 19 janvier 2019, toutes les manifestations des partis politiques d'opposition ont été interdites¹⁷⁷. Le 15 juillet 2019, le responsable de l'organisation de jeunesse du parti Mūsavat Elman GOULIYEV a été arrêté pour avoir mené une manifestation non autorisée contre la coopération militaire entre l'Iran et l'Arménie, devant l'ambassade d'Iran à Bakou¹⁷⁸.

Le 19 octobre 2019, le Conseil national des forces démocratiques dont est membre le parti Mūsavat a organisé à Bakou une nouvelle manifestation non autorisée en centre-ville¹⁷⁹ pour demander le retour du plein contrôle de l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh, la tenue d'élections libres, la libération des prisonniers politiques et l'introduction d'une assurance-maladie¹⁸⁰. A l'issue de cette manifestation violemment réprimée par les forces de police, des centaines de militants d'opposition et de journalistes ont été arrêtés, notamment le leader du Parti du Front populaire d'Azerbaïdjan Ali KERIMLI¹⁸¹, tandis que plusieurs militants du parti Mūsavat étaient arrêtés à travers le pays¹⁸².

Le 12 novembre 2019, jour férié de la Constitution, et suite au refus des autorités d'autoriser une manifestation en centre-ville en date du 10 novembre 2019, le parti Mūsavat a lui-même appelé à une manifestation de protestation, devant la mairie de Bakou, contre les interdictions de manifester et pour la libération des prisonniers politiques¹⁸³. Le parti Mūsavat ayant de nouveau refusé de tenir son rassemblement dans le quartier périphérique de Lokbatan, son rassemblement en centre-ville n'a, de nouveau, pas été autorisé¹⁸⁴. Le 12 novembre 2019 au matin, les dirigeants du parti Mūsavat ont annoncé que leur siège était entouré par un cordon de police et que celle-ci arrêtait les militants du parti souhaitant pénétrer à l'intérieur¹⁸⁵. Plusieurs dirigeants du parti Mūsavat ont été appréhendés, notamment le président du parti Arif HAJILI arrêté en matinée par la police de la route puis relâché dans la soirée¹⁸⁶. Selon la direction du parti, l'ensemble des cadres du Mūsavat ont été relâchés ce même soir, à l'exception du vice-président du parti Razim AMIRASLANI qui a écopé de 15 jours de détention administrative¹⁸⁷.

Le 5 février 2020, suite aux élections législatives nationales, Mustafa GADJIBEILI, chef du service de presse du parti Mūsavat et éditeur du site Internet « Basta », a été molesté et passé à tabac par des policiers qui dispersaient par la force une manifestation de l'opposition dénonçant les falsifications

¹⁷² Caucasian Knot, 20/08/2020, [url](#)

¹⁷³ Caucasian Knot, 20/08/2020, [url](#)

¹⁷⁴ Caucasian Knot, 20/08/2020, [url](#)

¹⁷⁵ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.61, 02/07/2020, [url](#)

¹⁷⁶ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.61, 02/07/2020, [url](#)

¹⁷⁷ OC Media, 13/11/2019, [url](#)

¹⁷⁸ OC Media, 16/07/2019, [url](#)

¹⁷⁹ OC Media, 21/10/2019, [url](#) ; OC Media, 13/11/2019, [url](#)

¹⁸⁰ OC Media, 21/10/2019, [url](#)

¹⁸¹ OC Media, 21/10/2019, [url](#)

¹⁸² OC Media, 21/10/2019, [url](#)

¹⁸³ OC Media, 13/11/2019, [url](#)

¹⁸⁴ OC Media, 13/11/2019, [url](#)

¹⁸⁵ OC Media, 13/11/2019, [url](#)

¹⁸⁶ OC Media, 13/11/2019, [url](#)

¹⁸⁷ OC Media, 13/11/2019, [url](#)

électorales¹⁸⁸. Mustafa GADJIBEILI a porté plainte contre l'attitude des forces de l'ordre¹⁸⁹. Toutefois, le Bureau du procureur a refusé d'ouvrir une affaire pénale pour coups et blessures, malgré la tentative du journaliste de joindre les conclusions de l'examen médical et des captures de vidéogrammes¹⁹⁰. Le 6 février 2021, le tribunal du district Binagadi de Bakou a refusé d'admettre son avocat à l'audience et a rejeté sa plainte¹⁹¹. Mustafa GADJIBEILI a déclaré vouloir porter plainte en appel contre cette décision¹⁹².

Le 11 février 2020, le parti Mūsavat, en lien avec les formations d'opposition ReAl et D18, a annoncé vouloir tenir un rassemblement le 16 février 2020 devant le bâtiment de la Commission électorale centrale pour protester contre les résultats frauduleux des élections législatives anticipées¹⁹³. La manifestation n'ayant été autorisée que dans le quartier périphérique de Lokbatan, la police a procédé à l'arrestation préventive d'Arif HAJILI, président du Mūsavat, ainsi que de 7 autres opposants notoires dont le président du ReAl Ilhar MAMEDOV et Rouslan IZZETLI du D18¹⁹⁴. Suite au rassemblement non autorisé du 16 février 2020 devant la Commission électorale centrale, le Mūsavat a signalé l'arrestation d'au moins 74 personnes¹⁹⁵. Ainsi, Faraj KARIMLI, candidat du parti Mūsavat aux élections législatives du 9 février et vice-président du parti Mūsavat¹⁹⁶, a été arrêté alors qu'il parlait à des journalistes durant la manifestation¹⁹⁷.

Le 27 juin 2020, Djeikhoun MAMEDLI, le responsable du parti Mūsavat pour le district de Zardob, a été arrêté à son domicile et conduit au commissariat de police où il est resté plusieurs heures, sous les griefs d'avoir violé l'ordre public dans la rue et d'avoir désobéi aux forces de l'ordre¹⁹⁸. Au commissariat, il lui a été plus explicitement reproché ses commentaires critiques envers le régime de confinement-quarantaine imposé par les autorités dans la lutte contre la pandémie de Covid-19, qu'il avait postés sur son compte sur le réseau social Facebook¹⁹⁹.

En août 2020, le vice-président de l'organisation de jeunesse du parti Mūsavat a été arrêté par la police dans la ville de Sabirabad et mis à l'amende de 100 manats (AZN – soit 49 euros environ)²⁰⁰, pour avoir enfreint la règle sanitaire de port du masque obligatoire devant l'établissement commercial où il travaillait, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19²⁰¹. Bien qu'estimant cette amende illégale parce que le port du masque est obligatoire dans les espaces clos mais non dans les espaces publics ouverts, il n'a été libéré du poste de police que suite au paiement de l'amende par les responsables locaux du parti Mūsavat²⁰².

Le 15 février 2021, le chef de l'organisation régionale de Sourakhani du parti Mūsavat Arzoullah BOULOU DLOU a informé le media *Turan* que cinq militants de sa cellule régionale étaient détenus au commissariat de police du district de Sourakhani, après leur arrestation lors d'une réunion pour violation du régime de quarantaine sanitaire²⁰³. Selon le service de presse du ministère de l'Intérieur, cité dans le même article, un seul des détenus, dénommé Nizamali SOULEIMANOV, était alors membre du parti Mūsavat²⁰⁴.

¹⁸⁸ Caucasian Knot, 06/02/2021, [url](#)

¹⁸⁹ Caucasian Knot, 06/02/2021, [url](#)

¹⁹⁰ Caucasian Knot, 06/02/2021, [url](#)

¹⁹¹ Caucasian Knot, 06/02/2021, [url](#)

¹⁹² Caucasian Knot, 06/02/2021, [url](#)

¹⁹³ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.63, 02/07/2020, [url](#)

¹⁹⁴ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.63, 02/07/2020, [url](#)

¹⁹⁵ Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, p.63, 02/07/2020, [url](#)

¹⁹⁶ Caucasian Knot, 30/06/2020, [url](#)

¹⁹⁷ Radio Free Europe /Radio Liberty, 16/02/2020, [url](#)

¹⁹⁸ Caucasian Knot, 30/06/2020, [url](#)

¹⁹⁹ Caucasian Knot, 30/06/2020, [url](#)

²⁰⁰ Caucasian Knot, 13/08/2020, [url](#)

²⁰¹ Caucasian Knot, 13/08/2020, [url](#)

²⁰² Caucasian Knot, 13/08/2020, [url](#)

²⁰³ Turan, 15/02/2021, [url](#)

²⁰⁴ Turan, 15/02/2021, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en mars-avril 2021.

Documents OFPRA

DIDR, « Azerbaïdjan : Situation de l'opposition politique », OFPRA, 10/04/2020, 16 p.,
https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2004_azr_situation_opposition.pdf

Organisations intergouvernementales

Conseil de l'Europe, « The functioning of democratic institutions in Azerbaijan », 11/10/2017
<http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-en.asp?fileid=24188&lang=e>

OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, « Republic of Azerbaijan Presidential Election, 9 October 2013. OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report », 24/12/2013, 32 p.,
<https://www.osce.org/files/f/documents/0/0/110015.pdf>

OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, « Republic of Azerbaijan Parliamentary Elections 7 November 2010. OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report », 27/01/2011, 29 p.
<https://www.osce.org/files/f/documents/6/5/75073.pdf>

OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, « Republic of Azerbaijan Presidential Election, 15 October 2008. OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report », 15/12/2008, 32 p.,
<https://www.osce.org/files/f/documents/5/3/35625.pdf>

OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, « Republic of Azerbaijan, Parliamentary elections, 6 november 2005. OSCE/ODIHR Election Observation Mission Final Report », 02/02/2006, 33 p.,
<https://www.osce.org/files/f/documents/4/f/17945.pdf>

Institutions nationales

Pays-Bas, Ministère des Affaires étrangères, « General Country of Origin Information Report Azerbaijan », 02/07/2020, 111 p.,
https://www.ecoi.net/en/file/local/2038448/2020_07_MinBZ_NLMFA_COI_Report_Azerbaijan_Algemeen_ambtsbericht_Azerbeidzjan.pdf

US Department of State, « Country Report on Human Rights Practices 2019 – Azerbaijan », 11/03/2020, 44 p.
<https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/02/AZERBAIJAN-2019-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf>

Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, « Azerbaijan: Musavat Party; organizational structure, leaders, membership; relationship with government; Rauf Arifoglu as Chief Editor of "Yeni Musavat" newspaper and party Deputy Chairman; outcome of charges levelled against Arifoglu in February 2001 », 04/06/2002
<https://www.refworld.org/docid/3df4be0f30.html>

Organisations non gouvernementales

Amnesty International, « Azerbaïdjan. Un militant de l'opposition condamné à une peine scandaleuse motivée par des considérations politiques », 03/09/2020

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/09/azerbaijan-tofig-yagublu-handed-politically-motivated-sentence/>

Human Rights Watch, « Opposition Leader Convicted in Azerbaijan », 03/09/2020
<https://www.hrw.org/news/2020/09/03/opposition-leader-convicted-azerbaijan>

Human Rights Watch, « Azerbaijan: Opposition Leader Arrested », 25/03/2020
<https://www.hrw.org/news/2020/03/25/azerbaijan-opposition-leader-arrested>

Human Rights Watch, « Azerbaijan Should Release Jailed Opposition Leader », 20/05/2020,
<https://www.hrw.org/news/2020/05/20/azerbaijan-should-release-jailed-opposition-leader>

Freedom House, « Freedom in the World 2020 - Azerbaijan », 04/03/2020
<https://www.ecoi.net/en/document/2025900.html>

Human Rights Watch, « World Report 2019 – Azerbaijani Events of 2018 » (pp.53-59), 347 p., 2019
<https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/azerbaijan#>

Ouvrages, revues, thinks tanks

Caucasus Edition, Journal of Conflict Transformation, « The Positions of Political Parties and Movements in Azerbaijan on the Resolution of the Nagorno-Karabakh Conflict », 01/12/2017
<https://caucasusedition.net/the-positions-of-political-parties-and-movements-in-azerbaijan-on-the-resolution-of-the-nagorno-karabakh-conflict/>

Médias

Turan, « Musavat Reports on Detention of Its Activists », 15/02/2021
<http://www.turan.az/ext/news/2021/2/free/Social/en/1362.htm>

Caucasian Knot, « Baku court rejects opposition journalist's complaint against prosecutor's office » 06/02/2021
<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/53597/>

Novator, « Arif Hacılı : "Tarixi dəyişdirmək olmaz" » (Arif Hacıli : "L'histoire ne peut pas être modifiée"), 26/11/2020
<https://novator.az/2020/11/26/arif-hacili-tarixi-d%C9%99yisdirm%C9%99k-olmaz/>

Məsəvat (Journal du parti Məsəvat), « Ədalət Vəliyev Məsəvat Partiyasının başqanı Arif Hacıli ilə görüşüb: Vətən müharibəsi müzakirə edilib » (Adalat Valiyev a rencontré le président du parti Məsəvat Arif Hacıli: la guerre patriotique a été discutée), 02/10/2020
https://musavat.com/news/edalet-veliyev-musavat-partiyasinin-basqani-arif-hacili-ile-gorusub-veten-muharibesi-muzakire-edilib_740049.html

Azadlıq Radiosu, « Arif Hacıli Ədalət Vəliyevlə görüşüb » (Arif Hacıli a rencontré Adalat Valiyev), 02/10/2020
<https://www.azadliq.org/a/ari-hac%C4%B1%C4%B1-%C9%99dal%C9%99t-v%C9%99liyev/30870803.html>

Məsəvat (Journal du parti Məsəvat), « Arif Hacıli Əli Kərimli ilə görüşüb » (Arif Hacıli a rencontré Ali Karimli), 11/09/2020
https://musavat.com/news/arif-hacili-eli-kerimli-ile-gorusub_733833.html

Caucasian Knot, « Baku police disperse rally in defence of Tofig Yagublu », 09/09/2020
<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/52084/>

Caucasian Knot, « Activists demand to release Tofiq Yagublu », 08/09/2020
<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/52071/>

Caucasian Knot, « Azerbaijani oppositionist Tofiq Yagublu not to stop hunger strike despite health threat », 07/09/2020
<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/52056/>

Musavat (Journal du parti Müsavat), « Arif Hacılı Real partiyasını hakimiyyətə işləməkdə suçladı, Natiq Cəfərli onu debata çağırırdı – "sübut edin!" » (Arif Hacıli a accusé le parti Real de travailler pour le gouvernement, et Natiq Jafarli a appelé à un débat - "Prouvez-le!"), 06/09/2020
https://musavat.com/news/arif-hacili-real-partiyasini-hakimiyete-islemekde-sucladi-natiq-ceferli-onu-debata-cagirdi-subut-edin_732360.html

Sozcu.Az, « Arif Hacılı: "ReAl müxalifət partiyası deyil" » (Arif Hacıli: "Le Real n'est pas un parti d'opposition"), 06/09/2020
<https://sozcu.az/arif-hacili-real-muxalifet-partiyasi-deyil/>

Caucasian Knot, « Tofiq Yagublu reports to court about his hunger strike », 02/09/2020
<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/52011/>

Caucasian Knot, « Opposition activist claims unjustified ban on leaving Azerbaijan », 20/08/2020
<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/51906/>

Caucasian Knot, « Police fine "Musavat" Party activist », 13/08/2020
<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/51809/>

Caucasian Knot, « "Musavat" Party activist punished after posting in social media », 30/06/2020
<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/51342/>

Jam-News, « Azerbaijan continues to argue about the role of a member of the opposition REAL party in parliament », 01/05/2020
<https://jam-news.net/oppositionist-azerbaijan-pace/>

Radio Free Europe /Radio Liberty, « Azerbaijani Police Disperse Postelection Protest », 16/02/2020
<https://www.rferl.org/a/azerbaijan-baku-opposition-protest-police-detentions/30437210.html>

Agence France Presse (AFP – via Yahoo ! actualités), « Election en Azerbaïdjan: victoire du parti au pouvoir, l'opposition dénonce des fraudes », 09/02/2020
https://fr.news.yahoo.com/lazerba%C3%AFdjan-vote-l%C3%A9gislatives-imitation-d%C3%A9lection-lopposition-084652461.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2x1LmNvbS91cmw_c2E9dCZyY3Q9aiZxPSZlc3JpXmMmc291cmNIPXdYiZjZD0mdmVkJhaFVLRXdpVXk2Mlh5LVR1QWhVbHlvVUtIWGFZRHhVNENoQVdNQUI2QkFnQ0VBSSZ1cmw9aHR0cHMlM0EIMkYIMkZmci5uZXdzLnIhaG9vLmNvbSUyRmxhemVyYmEIMjVDMYUyNUFGZGphbi12b3RILWwiMjVDMYUyNUE5Z2IzbGF0aXZlcY1pbWl0YXRpb24tZCUyNUMzJT11QTIsZWN0aW9uLWxvcHBvc2l0aW9uLTA4NDY1MjQ2MS5odG1sJnVzZz1BT3ZWYXcyTFBGeHkxcC04ODFtQndsVnU4OEVB&guce_referrer_sig=AQAAFTYK_9tlxyXgWZe41ReupT-L53O1Sz4mI_rjReQRf7s82jHFJQ09tZLg0fcVw5tPqjIHAXJpa5CcGI8NG86ffJYTTZOePdrRIDQTWVOj7_ogu3a4QiCpi7dhg0SnCbOZZipMEyBsJEfMWQjxwdmAValy41fbwJ_j_G_4Bo26PC

OC Media, « Azerbaijani opposition candidates 'prevented from registering for elections' », 15/01/2020
<https://oc-media.org/azerbaijani-opposition-candidates-prevented-from-registering-for-elections/>

OC Media, « Azerbaijan's opposition in hot water over German migrant trafficking scandal », 17/12/2019
<https://oc-media.org/features/azerbaijan-s-opposition-in-hot-water-over-german-migrant-trafficking-scandal/>

OC Media, « Azerbaijan's opposition split over snap election », 13/12/2019
<https://oc-media.org/azerbaijan-s-opposition-split-over-snap-election/>

OC Media, « Azerbaijani authorities thwart protest by opposition Musavat Party », 13/11/2019
<https://oc-media.org/azerbaijani-authorities-thwart-protest-by-opposition-musavat-party/>

OC Media, « Hundreds arrested including opposition leader at Azerbaijani anti-government protest », 21/10/2019,
<https://oc-media.org/hundreds-arrested-including-opposition-leader-at-azerbaijani-anti-government-protest/>

OC Media, « Hundreds demonstrate in Baku after authorities refuse to authorise protests in city centre », 09/10/2019
<https://oc-media.org/hundreds-demonstrate-in-baku-after-authorities-refuse-to-authorise-protests-in-city-centre/>

Apa.Az, « Arif Hacılı yeniden Müsavat başqanlığına namizədliyini irəli sürüb » (Arif Hajili a de nouveau présenté sa candidature à la présidence du Müsavat), 30/09/2019
https://apa.az/az/daxili_siyaset/arif-hacili-yeniden-musavat-basqanligina-namizedliyini-ireli-surub-552566

Turan, « Musavat party is preparing for the next congress », 15/09/2019
<http://www.turan.az/ext/news/2019/9/free/politics%20news/en/83797.htm>

OC Media, « Protest in Baku against 'Iran-Armenia military production' », 16/07/2019
<https://oc-media.org/protest-in-baku-against-iran-armenia-military-production/>

Ses Qazeti, « Azərbaycanca hansı partiyanın nə qədər üzvü var? » (Combien de membres y a-t-il dans les partis en Azerbaïdjan?), 16/02/2017
<http://sesqazeti.az/news/opposition/593967.html>

Musavat (Journal du parti Müsavat), « Müsavatın Avropadakı koordinasiya mərkəzi nə iş görəcək? » (Que fera le Centre européen de coordination du parti Müsavat?), 25/10/2016
https://musavat.com/news/musavatin-avropadaki-koordinasiya-merkezi-ne-is-gorecek_387494.html

Musavat (Journal du parti Müsavat), « Arif Hacılı Müsavat Partiyasının yeni başqanı oldu » (Arif Hajili est devenu le nouveau président du parti Müsavat), 28/09/2014
https://musavat.com/news/son-xeber/Arif-Hacili-Musavat-Partiyasinin-yeni-basqani-oldu_216945.html

Musavat (Journal du parti Müsavat), « About us », s.d.
<https://www.musavat.com/ru/about-us>

Réseaux sociaux, blogs

Compte Facebook du parti Müsavat, « Müsavat Partiyası », s. d.
<https://www.facebook.com/musavat>

Compte Facebook de l'organisation de jeunesse du parti Müsavat, « Müsavat Gənclər Təşkilatı », s. d.
https://www.facebook.com/Musavatgenclerteskilati/?eid=ARCbd3Dq_wPHomOKZfYSu9yFUxXWr-FSebDYH2-yn22YGE9mxd8BAdGE4oW5kEspgvoOOBON3URsglu4&timeline_context_item_type=intro_card_work&timeline_context_item_source=100007154617850&fref=tag

Autres sources

Alliance of Liberals and Democrats for Europe(ALDE), « Musavat Party », 24/06/2020
https://www.aldeparty.eu/musavat_party

People Pill, « Arif HAJILI », 10/05/2020
<https://peoplepill.com/people/arif-hajili>